

Eduquer les fils de planteurs pour qu'ils nourrissent la planète

Kouassi Arsène Brice Kouassi^{[a],*}

^[a] Institut National de la Jeunesse et des Sports, Abidjan, Côte d'Ivoire, Laboratoire des Sciences du mouvement Humain et du Bien-être, Institut de Linguistique Appliquée.

*Corresponding author.

Received 20 May 2021; accepted 17 June 2021

Published online 26 June 2021

Résumé

Le développement ne s'improvise pas. Il n'est non plus l'aboutissement heureux d'un ensemble de pas hasardeux. C'est un tout harmonieux qui se construit, dont la fondation est l'éducation. Celle-ci vise à donner les compétences pour répondre à ses besoins. Pourtant, le système éducatif hérité de la France n'a pas permis aux pays francophones d'Afrique subsaharienne de se développer.

Il convient alors que ces Etats se bâtissent un système tenant compte de leurs valeurs, leurs aspirations et l'environnement dans lequel évoluent leurs populations. D'où la proposition d'un système éducatif éclectique alliant les points forts des systèmes traditionnel africain et occidental. Il permettra à ces pays à vocation agricole de prendre leur essor en 2050.

Mots-clés: Alphabétisation, éducation de base ; Société traditionnelle ; Capacitation ; Eclectique

Abstract

development cannot be improvised. It is also not the happy outcome of a set of haphazard steps. It is a harmonious whole that is built and whose foundation is education. This aims to provide skills to meet their needs. However, the educational system inherited from France did not allow french-speaking countries in sub-Saharan Africa to develop.

It is therefore appropriate that these States build a system

that takes into account their values, their aspirations and the environment in which their populations evolve. Hence the proposal for an eclectic education system combining the strengths of the traditional African and Western systems. It will allow these agricultural countries to take off in 2050.

Key words: Literacy; Basic education; Traditional society; Capacitation; Eclectic

Kouassi, K. A. B. (2021). Eduquer les fils de planteurs pour qu'ils nourrissent la planète. *Cross-Cultural Communication*, 17(2), 144-155. Available from: <http://www.cscanada.net/index.php/ccc/article/view/12177>
DOI: <http://dx.doi.org/10.3968/12177>

INTRODUCTION

Malgré les effets indus de la mondialisation et la démocratisation du savoir, la situation économique des Etats de l'Afrique subsaharienne a si peu évolué qu'elle fait penser à une trappe inextricable. L'agriculture, sa principale activité, n'a pas substantiellement progressé. Elle reste marquée par une faible productivité et demeure peu compétitive face aux besoins d'un marché de 7,8 milliards de consommateurs du « village planétaire ».

Cette situation est caractéristique des sociétés dites traditionnelles qui s'assurent de léguer les pratiques « à l'identique, presque sans modification, de génération en génération » (BABA-MOUSSA, MOUSSA, & RAKOTOZAFY, 2014, p. 91). La Côte d'Ivoire par exemple enregistre « un rendement moyen de riz de 1,5 T/ha, contre une moyenne mondiale de 4,15 T/ha. Les rendements moyens de palmier à huile et du cacao représentent 50% de la moyenne mondiale » (FAO, 2012). Ainsi, bien que l'agriculture occupe des positions

intéressantes¹ et contribue pour 27% au PIB et avec le secteur agroindustriel à 40% aux recettes d'exportation, la pauvreté est, selon le DSRP, de tout temps, plus accentuée chez les ruraux.

De la situation ainsi traduite découle la fameuse expression « je suis fils de planteur » ou « moi, fils de planteur », dans le langage familier ivoirien. Langage employé pour traduire l'idée d'être issu de famille pauvre ou d'un milieu modeste. Aussi regrettable qu'est le contenu sémantique auquel renvoie cette expression, ainsi traduit-elle le paradoxe que celui sur qui « repose le succès de ce pays »², le planteur, se trouve au bas de l'échelle sociale.

Certes, la stagnation de cette agriculture est tributaire d'une mauvaise orientation des ressources allouées. Mais pas que. Ses limites sont surtout imputables à l'absence ou la non-maîtrise de certains paramètres qui caractérisent une agriculture performante. À savoir, la technicité, la technologie et les outils modernes de gestion auxquels les paysans n'ont pas accès malgré l'existence de structures d'encadrement.

Ce déficit de qualification est causé par l'analphabétisme qui touche en Côte d'Ivoire 79.2% (MENET, 2013) des acteurs du secteur. En effet, plusieurs études (De Clerck, 1993 ; UIL, 2007 ; FMI, 2009 ; Baba-Moussa et al., 2014) établissent que les taux élevés d'analphabétisme contrarient l'essor de certains secteurs d'activités.

C'est donc sans surprise que le Groupe de travail ouvert de l'UNESCO pour la réflexion sur le développement durable a soutenu que l'éducation « apporte aussi directement les compétences nécessaires pour accroître ses revenus » (UNESCO, 2014). Ce point de vue est corroboré par le courant de pensées du capital humain qui soutient qu'« il n'y a de richesses que d'hommes ». En effet, ce sont des hommes bien formés qui font le développement.

Travailler à élever le niveau d'éducation des populations rurales africaines est donc un impératif. Car, même avec une forte demande alimentaire, selon un scénario de la FAO pour 2050, et une population agricole importante et dévouée, sans changement de paradigme, il n'y aura point de performance et pas de développement non plus.

Mais, quelle éducation proposer pour le développement de l'Afrique agricole ? Autrement dit, en considérant que la majorité de la population africaine est agricole, à la différence des sociétés occidentales, comment en faire

par l'éducation un puissant outil de développement du continent ?

Ainsi, face aux limites du système éducatif hérité des anciennes puissances colonisatrices à répondre aux besoins de développement actuels du continent, la présente étude se donne pour objectif de proposer un modèle d'éducation (particulièrement des adultes) pour les pays à vocation agricole. Laquelle contribuera à relever le pari de l'alimentation de la planète en 2050 et par ricochet améliorer les revenus et le niveau de vie des agriculteurs de ces pays.

L'étude est une contribution théorique conduite à l'aune du fonctionnalisme. Ce courant pose pour postulat que « l'éducation a pour but de doter l'individu de connaissances et de compétences lui permettant d'exercer des fonctions, d'exécuter des tâches » (Baba-Moussa et al., op.cit., p.44).

Du point de vue de ce courant, les pays doivent opter pour des systèmes éducatifs qui préparent depuis la base aux emplois les plus accessibles du milieu. Ces auteurs soutiennent que le fonctionnalisme s'appuie sur les théories du capital humain selon lesquels « le développement des qualités humaines, que ce soit à travers l'éducation, la formation ou d'autres types d'apprentissage, représente un investissement crucial » (Ibid.).

L'étude s'articule autour de trois parties : la première se prononce sur les défis de l'agriculture pour 2050, la seconde sur les orientations de l'éducation pour relever le pari de l'agriculture en 2050 et la dernière propose un modèle à partir des réalités ivoiriennes.

1. LES DEFIS DE L'AGRICULTURE AFRICAINE POUR 2050

Lors de la 4^{ème} édition du forum des fonds souverains de la Banque Islamique de Développement, les fonds d'investissements agricoles ont plaidé pour une implication progressive du continent dans l'industrie chocolatière. Les revenus actuels, sur 100 milliards de dollars³ générés, étant pour « les pays producteurs [...] 6% de cette somme tandis que les paysans, producteurs directs de fèves, ne profitent que de 2% » (IVOIREAGRO, 2018).

Cette prise de position, signifiant que l'Afrique peut et doit tirer davantage d'intérêts de son agriculture, traduit une prise de conscience qui fonde l'émancipation impérative à tout développement. Comme ils le soutiennent, tirer un meilleur parti de l'agriculture et améliorer la condition des producteurs, dont « 800.000 petits planteurs [à la base de la production ivoirienne] ...

¹ Quelques positions de la Côte d'Ivoire en 2018 : 1^{er} producteur mondial de cacao, de noix de cajou, de noix de cola, 1^{er} producteur africain d'hévéa et 3^{ème} mondial, 3^{ème} producteur mondial de café et 5^{ème} pour l'huile de palme.

² « Le succès de ce pays repose sur l'agriculture » est une célèbre maxime du premier Président ivoirien, S.E.M Félix Houphouët-Boigny.

³ Selon les données de l'ICCO, dans un article publié par le site www.ivoireagri.com, à l'issue de la 4^{ème} édition du forum des fonds souverains de la Banque islamique de développement (BID) tenue à Libreville

[qui ont] un revenu moyen de 0,50 dollar américain par jour » (REDD+ Côte d'Ivoire, 2018, p9), passe par la réalisation d'investissements importants. Mais, « cultiver l'or brun [voire le transformer] n'est pas pour l'instant une voie automatique pour sortir de la pauvreté » (Banque Mondiale, 2019, p31), dans un contexte où parmi les 20 grands consommateurs de chocolats au monde⁴ ne figure aucun pays africain. En effet, de même qu'il sera difficile de demander à l'africain de revenu moyen d'utiliser régulièrement l'équivalent d'un jour de popote pour s'offrir une plaquette de chocolat tel il ne sera pas possible de l'imposer aux occidentaux en lieu et place des fèves.

Cependant, la condition des cultivateurs pauvres pourrait être durablement améliorée si leurs pays s'inspirent des « pays qui ont réussi à transformer leur agriculture comme le Vietnam, la Thaïlande et le Kenya en mettant d'abord l'accent sur les gains de productivité de leur production vivrière pour ainsi garantir la sécurité alimentaire du pays. Ensuite [...] encourager le développement de filières agricoles à plus forte valeur ajoutée et des activités non-agricoles » (Ibid., p28). Sur cette base, en Thaïlande « un ménage rural gagne aujourd'hui en moyenne \$3 216 par an grâce à sa production agricole et plus de \$4 500 à travers ses activités non agricoles, ce qui lui permet de vivre au-dessus du seuil de pauvreté » (Op. cit.).

Le processus peut s'enclencher en Côte d'Ivoire à partir d'une bonne organisation des filières igname, riz, manioc et banane plantain. Trois d'entre elles, selon le document d'orientation du PNIA1, revêtent les plus grands potentiels d'augmentation du revenu agricole et de réduction de la pauvreté que les cultures de rente. Le FIRCA (2019) les présente comme suit :

La banane plantain est « la 4^{ème} culture vivrière en termes de volume [...] avec 1 955 670 tonnes attendues en 2018/2019. Malgré cela, la Filière est caractérisée par un faible niveau de structuration [...] et une faible productivité. [Aussi] plusieurs technologies générées ne sont pas pratiquées ».

La filière Igbame quant à elle, « avec 7 391 131 tonnes attendues en 2018/2019, [...] est la 1ère culture vivrière en terme de volume de production. Malgré cela, la Filière Igbame n'est pas structurée et enregistre une faible productivité. [...] plusieurs technologies générées ne sont pas pratiquées ».

Le manioc est « la 2ème culture vivrière [...]. La Filière n'est pas structurée et enregistre une faible productivité [...]. Les pertes post récolte sont de l'ordre de 40%, et la transformation demeure encore faible voire traditionnelle [...]. [Alors que] l'importance stratégique du manioc qui devrait devenir la principale nourriture du 22ème siècle, surtout dans les pays africains, a été mise en exergue lors du Forum pour la Révolution Verte

en Afrique (AGRA) tenu du 04 au 08 septembre 2017 à Abidjan ».

Ces filières agricoles à haut potentiel sont sous-exploitées car « les sociétés traditionnelles n'ont aucune idée du progrès » (Goody, 1979, p. 86). Le paysan ivoirien notamment pratique l'agriculture comme il a vu ses parents faire « avec les méthodes rudimentaires » (FAO, op cit.) dont ils ont eux-mêmes hérités de leurs parents. Il exerce son activité sans aucune planification, ni anticipation. Il cultive sans songer à s'organiser pour mieux produire et tirer profit des besoins alimentaires croissants de la population abidjanaise passée de 2 877 948 en 1998 à 4 395 243, selon le RGPH (2014).

A la différence, les sociétés dites modernes remettent de façon perpétuelle les acquis en cause et travaillent à progresser. Concernant le cacao, la fève n'a pas un goût agréable. Pour se faire de la richesse, l'Occident l'a travaillée pour en tirer du chocolat, sous les formes actuelles⁵ très appréciées. En plus « les coques [obtenues après torréfaction] peuvent être valorisées et servir comme engrais, aliment pour le bétail ou combustible» (Marchand, 2019).

L'Occident n'emploie sur le cacao que les fèves. L'Afrique peut se faire une plus-value en transformant le jus issu de la fermentation en liqueur, sous une forme manufacturée et exportable. Ce que la Chine qui a fait sa première production de cacao en 2021 ne va certainement pas tarder à faire. Pour les cabosses vides, les deux initiatives de valorisation connues, en Côte d'Ivoire, sont à un stade artisanal et ne permettent de transformer qu'une infime partie des millions de tonnes de cabosses, rejetées comme déchets agricoles dans la nature. Il s'agit, pour la première, d'«une startup qui emploie des cabosses vides de cacao pour fabriquer des briquettes. Mais elle ne peut se faire de la place, faute de moyens et de politique d'incitation » (Dr Diomande, 2020). L'autre initiative est un système de fabrication artisanale de combustible dénommé «Effery Moby». Il s'agit d'«un bio charbon produit [...] par l'Association des propriétaires de forêts naturelles et plantations d'Affery (APFNP) [...]. Ce charbon produit un feu fort et sans fumée, idéal pour la cuisine [...]. L'APFNP utilise d'autres résidus agricoles pour produire le bio charbon notamment de maïs et riz » (SUY, 2019).

Cette technique de production de charbon a pour avantage de « diminuer les pressions sur les forêts, de protéger l'environnement [...] et de réduire les maladies respiratoires [...]. En plus de cet avantage, la production d'un kilogramme de ce charbon revient à 150 FCFA contre 300 FCFA pour le charbon produit avec du bois »

⁴ Selon les données 2019 du Syndicat du Chocolat, la principale association de producteurs de chocolat français

⁵ Maëlliss Marchand, dans son article "le cacaoyer : une plante qui a changé le monde, un monde qui devra changer pour elle ?" mentionne que les espagnols, qui ont introduit le Tchocolalt (forme originelle du chocolat) en Europe, à sa découverte, ne l'apprécièrent guère le trouvant amer et trop épicé

(Agence de Presse Africaine, 2018).

Face à un besoin de « consommation annuelle de bois-énergie en Côte d'Ivoire estimée à environ 10 millions de tonnes » (CNRA, 2013), « l'APFNP produit pour l'instant deux tonnes de bio charbon par an » (SUY, op.cit).

De telles initiatives écologiquement et économiquement rentables manquent au sein des sociétés traditionnelles, car « en réalité, leur vrai et unique problème, c'est de ne pas avoir la lucidité ni peut-être la capacité de s'adapter [...] aux exigences d'une société de progrès et de changements à la fois perpétuels et accélérés. C'est donc d'abord un problème de valeurs, avant d'être une matière de stratégie ou d'allocation de ressources » (Zadi, 2013). En témoigne la mise en œuvre du PNIA⁶ Côte d'Ivoire et du PNDES⁷ Burkina Faso qui n'ont pas permis d'améliorer la condition des acteurs ruraux, restés pauvres. En effet, ils n'avaient pas au préalable bénéficiés de l'éducation qui leur aurait permis de comprendre la structure des systèmes qui leur était proposés et donnée les moyens de s'inscrire dans ce processus. Cet « *impact positif de l'éducation sur le statut de pauvreté est confirmé par le fait que 38,35% de ceux qui ont fréquenté l'école sont pauvres alors que cette proportion est de 58,18% chez ceux qui ne sont jamais allés à l'école. En d'autres termes, l'investissement dans l'éducation est un levier clé de réduction de la pauvreté* » (FMI, op.cit., p. 9). Et, la Banque Mondiale, dans son rapport de l'année 1990 sur l'état du développement du monde relève que la principale ressource des pauvres est leur force de travail or l'éducation en accroît la productivité.

L'équation du développement, dès lors, consiste à faire, par une éducation adaptée, acquérir aux populations africaines, principalement celles du milieu rural, majoritairement analphabètes, les moyens de comprendre comment transformer durablement leur monde à partir des ressources et réalités du milieu. Ce serait une juste rétribution à l'importante population agricole qui fait un travail vital pour la planète - savoir, nourrir les hommes de toutes races et de tous continents - mais qui reste pauvre et mal préparée à exercer une agriculture performante et compétitive. L'Afrique doit donc en urgence mobiliser l'essentiel de son capital financier et intellectuel pour modifier structurellement son agriculture et régler par-là la question d'emplois précaires sur le continent. Ce qui n'est pas le cas de l'Occident, où la contribution marginale⁸ de l'agriculture à son économie ne le fera pas la mettre au cœur de sa politique d'emploi.

En Côte d'Ivoire, en ce qui concerne la situation générale de l'emploi, décrite par l'Enquête sur le Niveau de vie des Ménages en Côte d'Ivoire (ENV 2015), la population en âge de travailler⁹ représente 62,8% de la population. 44,6% de cet effectif constitue la population hors main d'œuvre¹⁰ et environ 6,9% de la main-d'œuvre sont des chômeurs. Aussi 91,8% des personnes en emploi exercent dans le secteur informel.

Les chômeurs se concentrent à Abidjan. Parmi eux, 76,3% sont concernés par un chômage de longue durée et ont une préférence pour les emplois salariés, permanents à plein temps. Selon l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP), en 2017, pour 10.049 postes budgétaires à pourvoir, la Fonction Publique a enregistré 70.129 candidats aux concours administratifs ; 82.657 candidats pour 9.644 postes en 2018 et environ 100.000 en 2019 pour 14.939 postes.

Ces données montrent qu'une importante population en âge de travailler reste inoccupée, car éduquée à ne voir que dans le salariat, et surtout à Abidjan, la voie magistrale d'accès au travail. Alors que « les structures publiques ou privées, pourvoyeuses d'emplois salariés, ne peuvent absorber qu'une proportion relativement faible de la population en âge de travailler » (FMI, 2009).

Face à cette incapacité du système traditionnel d'employabilité à résorber le chômage et les problèmes d'emplois, il y a lieu de chercher des solutions ailleurs. En effet, alors que la plus importante part du budget de l'Etat¹¹ sert à produire plus de sans-emplois que de travailleurs, le secteur agricole, plus susceptible d'offrir des emplois décents, reste à un stade de fonctionnement précaire. Avec une population agricole importante, en plus des conditions climatiques et pédologiques très favorables, le pays n'est pas parvenu à atteindre son autosuffisance alimentaire et ses importations pour le riz seulement ont atteint - selon l'ONDR¹² - la barre de 1,3 million de tonne en 2017. Aussi « le faible niveau de conservation et de transformation des principales productions agricoles se traduit généralement par des pertes post-récolte relativement importantes [...] de 27 à 50% pour les tubercules et la banane. Pour les céréales, les pertes post-récoltes atteignent parfois 16% » (FAO, op.cit.).

Du côté des cultures de rente, les énormes productions sont le fruit de nombreuses petites contributions d'une importante population agricole qui travaille au sein d'« exploitations de petites tailles pour la plupart peu modernes ... [et de] faible productivité [...]. De plus, très peu d'entre elles sont touchées par les structures

⁶ Programme National d'Investissement Agricole, dont la phase 1 (2012-2017) a coûté 1600 milliards sur 2040 attendus et pour la phase 2 (2018-2025) le montant prévu est de 12 000 milliards

⁷ Programme National de Développement Economique et social du Burkina Faso (2016-2020)

⁸ Selon le site statistiques-mondiales.com : la part du PIB agricole dans le PIB total en 2014 est de 1.7% en France, 1.6% aux USA, 2.2% en Italie, 3.7% en Pologne alors qu'en Côte d'Ivoire il est de 25.9%.

⁹ Personne âgée de 14 ans et plus

¹⁰ Ensemble des personnes qui ne cherchent pas activement un travail ou dont les ressources tirées de leur travail ne permettent d'assurer que la subsistance

¹¹ Selon le RESEN (2009) et le CDMT (2011), le secteur Education a la part la plus élevée des dépenses publiques globales courantes de l'Etat et la part belle est faite à l'éducation scolaire

¹² Office National de Développement de la Riziculture

d'encadrement agricole » (FAO, Ibid.). Et, on enregistre au sein de cette population un taux de pauvreté estimé à 61,2% (INS, 2015).

Le problème de cette agriculture, au risque de nous répéter, c'est qu'elle est animée par des acteurs peu qualifiés. Pourtant, selon un scénario de la FAO (2009) relatif à la couverture des besoins alimentaires mondiaux en 2050, la population mondiale sera de 9,1 milliards d'habitants. Et, les besoins alimentaires seront plus importants pour cette population qui sera beaucoup plus urbaine. Les 30% de la population mondiale qui seront des ruraux devront augmenter de 70% la production actuelle. L'Afrique, qui regorge de population rurale, doit pouvoir tirer un meilleur parti de cette situation. Faut-il le relever, les époques offrent des occasions parfois uniques qu'il faut savoir saisir. Au Moyen-âge, en Europe, les bourgeois, qui détenaient les capitaux et les moyens de production, n'acceptèrent plus d'être dans la masse alors que la noblesse, avec que ses titres, continuerait d'occuper les positions privilégiées. La mise en place d'une classe bourgeoise bien organisée a inversé la tendance et réorganisé la société occidentale, restée depuis lors capitaliste et puissante. L'accession de cette classe à l'éducation, qui était jadis l'apanage de la noblesse, y a fortement contribué.

De même, le poids de l'agriculture dans l'économie mondiale en 2050 accordera une place de choix aux acteurs ruraux. Bien évidemment, s'ils se mettent dans les conditions pour occuper toute la place qui est la leur. Les « fils de planteur », comme les bourgeois au Moyen-âge en Occident, feront alors la grande Afrique de demain.

Ce « fils de planteur » ce n'est pas seulement le rejeton du paysan qui vit auprès de lui dans les champs, encore moins celui de ses fils qui vit au centre-ville, en quête d'un emploi salarié. Mais c'est bien tous ces braves jeunes qui vont pour certains atteindre une productivité record sur de petites surfaces ; pour une autre catégorie étudier depuis les basses classes (primaire) l'agriculture et lui trouver des fonctions qui n'existent pas encore ; ou encore des industriels qui vont commercer les céréales et les cultures vivrières sous toutes les formes (manufacturière y compris), en fonction des besoins nationaux et du marché extérieur. Tandis que d'autres qui développeront tant le secteur du cacao que les revenus tirés de la vente des fèves ne représenteront plus que 15 à 20% des revenus du cacao.

Mais, avec le niveau actuel de l'agriculture africaine, les paysans sont loin du compte pour pouvoir combler les besoins alimentaires futurs de la planète. Ils doivent parvenir à diversifier et modifier leur mode de production et produire durablement pour se nourrir et nourrir les autres. Ne pas y arriver c'est risquer de voir le vieillissement des populations agricoles ponctué par un exode rural, constaté par la Stratégie REDD + Côte d'Ivoire (op.cit.), aboutir à un abandon total de

l'agriculture. Réussir ce pari par contre leur permettra d'amasser des capitaux qu'elles pourraient investir dans la recherche et dans la création des conditions de transformation et de conditionnement des matières premières et des produits vivriers. L'Afrique peut de la sorte espérer faire hériter aux fils de planteurs un empire agricole puissant et faire changer la pensée que le plus grand succès des fils de planteurs c'est un poste de fonctionnaire en ville et que ceux d'entre eux qui échouent se débrouillent dans les champs.

Pour parvenir à ce résultat, des changements s'imposent. Ils sont de divers ordres mais le plus important et celui vers lequel tous les autres doivent concourir, c'est l'éducation. Pas cette éducation qui produit six déchets (éjectés du système sans réel acquis) sur dix scolarisés. Mais celle qui permettra aux Etats africains fortement dépendant de l'agriculture, de passer au stade de puissances agricoles. Cette éducation qui fera acquérir à la population agricole actuelle et celle à venir les compétences nécessaires à évoluer dans un environnement professionnel amélioré, avec des outils modernes de gestion et de travail. Et ce n'est pas du côté des occidentaux, qui n'ont pas comme les Etats africains le défi de faire de l'agriculture le moteur de leur croissance, qu'il faut chercher ce modèle.

Alors, avec quelle éducation y parvenir ?

2. QUELLE EDUCATION POUR RELEVER LES DEFIS DE L'AGRICULTURE EN 2050?

L'adoption de diverses mesures de réforme des systèmes éducatifs des pays occidentaux, notamment le LMD, traduit que les systèmes qu'ils ont jusque-là employés ne sont plus adaptés pour la formation de leurs populations. Il est donc évident que l'Afrique, qui a hérité de ces systèmes, repense son système éducatif. Mais sur quelle(s) base(s) ?

1.1 Les nouvelles orientations de l'éducation

Les réformes du système d'enseignement en Europe, au niveau supérieur dans un premier temps, ont fini par convaincre plus d'un sur les limites de ce système dont les Etats africains ont hérité et en majorité conservé. Les Etats de l'Union Européenne ont adopté le système LMD (Licence - Master - Doctorat) en 2002 en vue d'homogénéiser l'enseignement supérieur en Europe, faciliter la mobilité des étudiants et accroître leur employabilité dans tout l'espace européen (Ooreka, sd). Ce système est progressivement adopté par les universités africaines avec plus ou moins de succès, en 2011 pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire.

Récemment le gouvernement français a adopté une loi de réforme du Baccalauréat, destinée à rentrer en vigueur en 2021. Pour le bac général, il n'y aura plus de série. Le ministre de l'Education a justifié cette réforme par une

volonté étatique d'offrir plus de choix aux élèves et éviter les hiérarchies artificielles entre les séries. Les élèves suivront un tronc commun et feront le choix de trois spécialités en Première, ramenées à deux en Terminale (Blanquer, 2018).

Cela ne serait pas une surprise de voir les Etats africains, particulièrement de l'Afrique francophone adopter bientôt une loi de réforme du BAC, voire de tout le système scolaire, dans la mesure où la France qui a inspiré son système scolaire y voit aujourd'hui des limites. La nécessité de reformer l'éducation est soutenue par L'UNESCO qui relève que « plus de 262 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés et six enfants sur dix n'acquièrent toujours pas, après plusieurs années d'études, les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul. A ces chiffres s'ajoutent 750 millions d'adultes analphabètes. Ce qui alimente la pauvreté et la marginalisation » (UNESCO, sd). La faiblesse du système scolaire actuelle réside d'une part dans le fait que plusieurs enfants restent en dehors du système éducatif et d'autre part dans le fait que plus de la moitié de ceux qui entre n'en tirent pas de bénéfice.

Ceci dit, si tous les Etats aspirent à un meilleur degré de développement et que l'éducation peut y contribuer, tous ne disposent pas des mêmes ressources, ne font pas face aux mêmes défis et donc ne peuvent pas atteindre leur plein potentiel en déployant les mêmes moyens et stratégies.

C'est en cela que l'éducation doit être contextuelle. Cela s'illustre fort bien avec l'histoire de la mise en place de la « Silicon valley », présenté sur le site www.doc-étudiant.fr. La « Silicon valley », capitale mondiale de la haute technologie, contribue énormément aujourd'hui à maintenir les Etats-Unis d'Amérique à la position de première puissance mondiale. Pourtant au début du XIX^{ème} siècle elle était une terre d'agriculture avant de devenir après la seconde guerre mondiale une zone de production de puces électroniques à partir de silicium (silicon en anglais) et être aujourd'hui le berceau de la haute technologie. A l'origine, un certain Frederick Terman, ingénieur en électronique, professeur à l'Université de Stanford, qui, pour endiguer l'exode massif des étudiants diplômés vers l'Est pour pratiquer un métier, les encourage à innover et créer leurs start-up. La technologie est la matière dont ils disposaient et les perspectives étaient prometteuses. Sous son impulsion, la première société dans le domaine de la technologie, Federal Technology, est créée en 1910. Il fallut attendre vingt-neuf ans après pour que deux de ses étudiants, Bill Hewlett et David Packard créent la marque HP. Pourtant aujourd'hui cette région ne compte pas moins de 6.000 entreprises de haute technologie et les compagnies de quelque pays que ce soit qui s'y trouvent en tirent une grande fierté.

La « Silicon valley » est le résultat d'une éducation, qui a fait quitter les ingénieurs le chemin classique

d'embauche pour devenir des entrepreneurs. Là se voit toute la force de l'éducation en tant qu'instrument de transformation et d'émancipation d'une société. Alors qu'en Afrique, « un grand nombre de parents [, de jeunes, voire d'Etats] continuent à assimiler éducation et école, préoccupés du “ diplôme ” qu'est censée délivrer cette dernière, en relation avec l'accès à un emploi par ailleurs de plus en plus hypothétique » (Hamadache, 1993).

Quelle orientation, alors, donner à l'éducation en Afrique pour passer d'un schéma de « diplômé en attente de travail » à un modèle de « formé acteur du développement » ?

1.2 L'éducation répondant aux aspirations de l'Afrique

La possibilité de se développer dépend de sa capacité à utiliser stratégiquement les ressources qu'on peut mobiliser pour tirer le maximum de profit de son travail, de ses investissements. Et, l'acquisition de telles capacités est facilitée par l'éducation, qui selon l'UNESCO, doit être un moyen de donner aux enfants comme aux adultes la possibilité de devenir participants actifs de la transformation des sociétés dans lesquelles ils vivent. Et, du point de vue du fonctionnalisme, l'éducation vise à faire acquérir à l'apprenant des connaissances et compétences lui permettant de faire face aux situations qui se présentent à lui ou d'exercer des fonctions.

Le système éducatif de l'Afrique subsaharienne est donc déficient, puisqu'il ne permet pas à sa population de se développer. En Côte d'Ivoire, « les dépenses courantes d'éducation représentent 29,5% des dépenses publiques courantes totales (hors service de la dette) en 2013 [...]. Cette statistique est au-dessus du seuil de 20% préconisé par le Partenariat Mondial pour l'Éducation et de la moyenne régionale (24,5%) » (Task-force, 2017, p. 24). Malgré ce gros effort de l'État « un nombre important d'enfants demeurent hors du système scolaire [...]. [Et] parmi les adultes qui ont atteint la fin du primaire durant leur jeunesse, 21 % sont ou restent analphabètes, limitant ainsi leur possibilité de saisir les opportunités d'emploi et d'apprentissage nécessaire pour le développement du pays » (Ibid., pp. 20-21). Aussi parmi les 2 067 020 enfants de 6 à 15 ans identifiés par le RGPH 2014 comme hors du système scolaire (EHSS), « 78% n'ont jamais été scolarisés ... et plus de 70% des EHSS de 6-16 ans sont des enfants des milieux ruraux » (Ibid.). Tout ceci concourt à situer le taux d'analphabétisme de la population à 60% en 2018 (REDD+ Côte d'Ivoire, op.cit.). La Task-force évoque également les données issues de l'Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et du Travail des Enfants (ENSETTE 2013) qui compte au nombre des principales causes de non accès et d'abandon à l'école « le travail des enfants » et la possibilité que « l'école ait des caractéristiques qui ne conviennent pas aux parents même quand elle existe et assure la continuité éducative sur tout le cycle » (op.cit., p20). Toutes ces données traduisent que le droit à l'éducation n'est pas garanti à tous, bien que l'Etat ait l'obligation de prendre toutes les dispositions pour que nul

ne soit délibérément privé de ce moyen capital (l'alphabétisme) pour déclencher plusieurs autres potentialités de l'homme.

Pour ceux qui ont la chance d'être à l'école, « les évaluations standardisées nationales et internationales du niveau des acquis scolaires notamment au primaire indiquent que la majorité des élèves n'acquiert pas les connaissances fondamentales : 87 % et 73 % des élèves de CE1 maîtrisent moins de la moitié de ce qu'ils devraient avoir acquis en français et en mathématiques, respectivement » (Task-force, op.cit., p21). Aussi, la Task-force relève que selon le PND 2016-2020, en 2013 le nombre de sortants du système éducatif est trois fois supérieur à la capacité d'accueil à court terme du marché du travail et les sortants du supérieur étaient même 3,5 fois plus nombreux que le nombre d'emplois offerts dans le secteur moderne au cours de la même année.

Ainsi, le système éducatif ivoirien, comme celui de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, d'une part, ne profite pas à une importante population ; d'autre part, plus de deux tiers de ceux qui en sorte avec des diplômes, ne parviennent pas à s'insérer professionnellement.

La moyenne des dépenses courantes d'éducation de la région Ouest africaine au-dessus de la référence de 20% traduit que l'incapacité de son système éducatif à impulser son développement n'est pas premièrement une question de ressources. Il faut plutôt voir du côté de l'adéquation entre le système éducatif et l'environnement dans lequel évoluent les bénéficiaires. Les récentes mutations du système éducatif des sociétés occidentales, notamment la France, traduisent que le système jusque-là en cours - et qui gouverne toujours le système éducatif de la plupart des pays africains - est dépassé.

Pendant, il n'est pas question pour les États africains d'appliquer le LMD comme l'appliquent les occidentaux. Encore moins reformer l'enseignement général comme eux. Fonctionner avec un système pensé par et pour les occidentaux ne peut pas permettre de résoudre les problèmes de développement de l'Afrique. En ce sens, la déclaration du président ivoirien Alassane OUATTARA¹³, « vous devez arrêter d'imposer les normes de l'Occident aux Africains. Nous sommes suffisamment majeurs pour gérer nos pays (...) », appliquée à la situation de l'éducation en Afrique, est dite à propos. Bien évidemment si dans le « vous » on retrouve les dirigeants africains. En effet, le système éducatif de l'Occident est bâti sur des valeurs occidentales, en fonction du potentiel de l'Occident, pour soutenir le développement de l'Occident. Pourtant, l'agriculture, qui a la réponse à tout ce qui manque à l'Afrique (autosuffisance alimentaire, emplois, captage de capitaux) occupe une place marginale dans l'offre éducative africaine. En témoigne que « sur l'ensemble du sous-secteur enseignement technique et formation professionnelle [ivoirien], on distingue trois

secteurs se subdivisant en [dix-sept] corps de métier et [soixante-quatorze] filières de formation [...]. Le secteur agricole [enregistre] un seul corps de métier [pour] deux filières de formation » (MEN, 2009, p. 22).

La proposition que nous faisons, face à cette situation, s'appuie sur la célèbre maxime du père de la Côte d'Ivoire moderne, diffusée en permanence sur la première chaîne de télévision nationale : « le succès de ce pays repose sur l'agriculture ». Le faisant, le président espérait certainement ancrer dans les esprits que le développement de la Côte d'Ivoire, comme de la plupart des pays d'Afrique, n'est possible que par une mutation de pays producteur-exportateur vers le statut de puissance agricole-transformatrice. Après soixante années d'indépendance, les Etats africains ne sont pas encore engagé dans cette voie et le développement n'a pas suivi non plus. D'où la proposition d'un système qui met l'agriculture au cœur de l'éducation, depuis le primaire jusqu'au supérieur et aussi dans le non formel. Une éducation qui va fournir à la population agricole actuelle les moyens de son émancipation et assurer l'éducation à l'entrepreneuriat agricole des agriculteurs de 2050, qui sont essentiellement les adolescents et enfants d'aujourd'hui.

Le Maroc a montré la voie en engageant des réformes de son système universitaire pour la rentrée universitaire 2020. Son ministre en charge de ce département a annoncé que le Royaume quitte le système LMD, suivant ces termes : « le Bachelor, tel que nous l'avons construit [, adapté, et non copié,], permettra à notre système universitaire de s'arrimer aux standards internationaux et à nos étudiants une plus grande ouverture sur le monde. Il permettra de répondre aux problématiques liées à l'employabilité de nos jeunes ... » (cité par Diallo, 2020). L'auteure rapporte dans son article les propos d'autres responsables du système universitaire. Notamment : « le système actuel et le BAC + 3 n'est pas suffisant pour former à un métier », il est « trop théorique ». Elle soutient que le système va instaurer le projet de fin d'étude (PFE), qui permettra aux étudiants de faire les semestres 7 et 8 sous forme de stage professionnelle ou de création d'entreprise. Elle cite un autre dirigeant selon qui ce volet propose un cadre incitatif aux entreprises en les incluant dans le système universitaire. Une autre possibilité offerte aux étudiants sera « la liberté de choisir des matières aussi bien en sciences qu'en littérature » comme dans le système anglo-saxon (Diallo, op.cit.).

Comme déjà évoqué, l'Afrique peut s'inspirer de l'Occident, mais, elle a ses propres valeurs qui peuvent servir. En effet, de même qu'elle avait des systèmes de gouvernance différentes d'une communauté à l'autre, mais, qui toutes évitaient des guerres fratricides, elle peut bien avoir d'autres choses intelligentes à proposer, surtout pour la réforme de son éducation. Certes, l'Afrique traditionnelle n'avait « pas d'école au sens scolaire du terme [...], [mais] différents cadres d'intervention

¹³ En réponse à un journaliste européen, à sa sortie du bureau de vote le 31 octobre 2020

permettaient néanmoins, à certains moments de la vie de l'individu, de transmettre les valeurs, savoirs et compétences nécessaires pour jouer son rôle dans la société » (Baba-Moussa et al., op.cit., p. 60). « L'individu apprend en immersion dans la vie sociale et en s'inspirant de l'observation de l'expérience des anciens » (Ibid., p66). Ainsi, chez les Somba du Bénin, « un "bien éduqué" est celui qui a le grenier plein, c'est un laboureur qui a un bétail important » (Ibid.).

Voici donc que l'éducation traditionnelle africaine s'assure de rendre apte le bénéficiaire à la pratique d'un métier et être financièrement autonome. Ainsi, dans la forge, les jeunes garçons attiseront le feu en observant leur père ou un maître, jusqu'à ce que chacun ait, par l'exercice, acquis les compétences pour s'installer à son compte, une fois adulte. C'est pareil entre le chauffeur de « gbaka »¹⁴ et son « apprenti ». Mon grand-père maternel en a fait de même avec son fils quand il était adolescent, en lui attribuant une parcelle de terre dans sa vaste plantation de cacao, à Ettrokro¹⁵. Il y faisait, sous l'assistance de son tuteur¹⁶, du riz, de l'igname et y plaçait ses pièges, quand il n'était pas occupé à aider son père dans sa plantation.

Ici, tous ces formateurs se sentent investis d'une mission : faire de leur disciple un adulte autonome professionnellement. Ce qui n'est pas bien réussi par le système hérité de l'Occident, qui garantit des diplômes, mais pas un emploi. Cependant, il manquait à l'éducation traditionnelle africaine, foncièrement empirique, la capacité de s'adapter aux changements, d'innover, de théoriser.

De ce fait, l'Afrique doit nécessairement, comme les sociétés occidentales, réformer son système éducatif. Mais, en s'inscrivant dans une approche éclectique. C'est-à-dire en retenant de l'éducation traditionnelle africaine le fait qu'elle forme à des compétences pratiques et de l'éducation occidentale, sa capacité à innover, à s'adapter, à progresser. Prendre en compte les valeurs africaines dans l'offre d'éducation de ses populations est soutenu par la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, qui stipule dans son préambule que « [...] le savoir traditionnel et le patrimoine culturel autochtone ont une valeur et une validité propres et peuvent servir aussi bien à définir qu'à promouvoir le développement » (Conférence Mondiale sur l'éducation pour tous, 1996).

De la sorte, l'Afrique peut espérer avoir, en 2050, sa « meals valley » ou [alʝɛklɔ]¹⁷ ou tout autre nom en langue africaine signifiant « la cité nourricière », bâtie sur

les réalités et valeurs africaines. Ce « territoire »¹⁸ qui révolutionnera l'agriculture et les métiers connexes. La force de l'Afrique c'est d'être une terre d'agriculture. Sa matière à elle c'est la production des aliments et une frange importante de la population active s'y consacre. Pourtant elle ne produit pas assez, transforme peu et les importations sont encore trop importantes. La tendance doit être inversée : arriver à produire mieux, donner une plus-value aux productions pour satisfaire les propres besoins du continent et améliorer les gains sur les exportations.

Si l'informatique et internet sont reconnus comme des outils qui améliorent indéniablement la vie, l'importance de la nourriture leur est supérieure, dans la mesure où nul ne peut se passer de manger. Tout le monde mange, a besoin de manger et mangera toujours. L'agriculture doit donc pouvoir faire des États africains, autant que les TIC pour les pays occidentaux, des puissances économiques.

Mais, sur quel modèle réaliser cette éducation, plus spécifiquement pour les États d'Afrique francophones, où la recherche en éducation des adultes est encore peu développée (Baba-Moussa et al., op.cit.) ?

3. PROPOSITION D'UN MODELE POUR LA COTE D'IVOIRE

Le droit à l'éducation, au-delà d'être un indicateur de performance de l'État, qui parvient à garantir l'école obligatoire à tous, doit être la voie privilégiée pour donner à l'individu les moyens d'assurer son émancipation et contribuer au développement de sa communauté.

3.1 Faire de l'éducation pour tous une réalité en Côte d'Ivoire

John Oxenham, se basant sur le rapport 2005 de la Banque mondiale sur la réduction de la pauvreté soutient que « même si un État dispose d'une saine gestion, d'institutions coopérantes et de politiques économiques avisées, la réalisation des objectifs visés sera plus lente, voire partielle, si une grande partie de la population demeure analphabète et n'a pas accès à diverses sources d'information » (Oxenham, 2010, p. 19).

Or, en Côte d'Ivoire, 60% de la population est analphabète en 2018. La pauvreté touche les populations agricoles dans ces mêmes proportions. Pour nous prononcer sur l'éducation dont doit bénéficier cette population, nous nous référons à John G. Hibben¹⁹ pour qui : « éduquer un homme, c'est le mettre en état de faire face à toutes les situations » (Cité par Carnegie, 1979, p.

¹⁴ Mini car de transport urbain, à Abidjan et dans les grandes villes ivoiriennes .

¹⁵ Village agni, dans la partie Est de la Côte d'Ivoire.

¹⁶ Père, instructeur-conseiller .

¹⁷ Expression composée des vocables baoulé [alʝɛ] : "nourriture" et [klɔ] : "village".

¹⁸ Soit une zone bien délimitée géographiquement localisable ou des sites présentant des caractéristiques communes en faisant des pôles agricoles distillés un peu partout en Afrique, dans les régions à fort potentiel agricole.

¹⁹ L'un des plus célèbres président de "Princeton University", qui dirigea l'institution de de 1912 à 1932.

14). Autrement dit, une éducation adaptée aux milieux défavorisés est celle qui aidera l'individu à quitter la condition de personne qui dort souvent la faim au ventre pour celle de personne qui dort chaque jour avec un reste de nourriture dans le réfrigérateur.

L'éducation pour l'Afrique, la bonne, n'est alors pas celle qui vise à décerner des diplômes, mais celle qui offre à chaque individu une qualification en fonction de ses compétences. En Afrique, une personne de valeur c'est celle qui travaille et même les enfants n'y échappent pas. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle dans la lutte contre le travail des enfants les Etats africains sont généralement indexés.

En Côte d'Ivoire, l'espérance de vie scolaire est de 7 années, pour une moyenne régionale de 8,1 années (Task-force, op.cit.). Il convient donc, pour faire une proposition objective et opérationnelle d'une éducation de qualité, de tenir compte de ce facteur. Aussi, l'éducation de base est, selon la Conférence Mondiale de Jomtien sur l'Education Pour Tous (Thaïlande, 1990), l'éducation « qui fait acquérir à l'individu dans un contexte historique, social et linguistique déterminé, un minimum de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes lui permettant de comprendre son environnement, d'interagir avec lui, de poursuivre son éducation et sa formation au sein de la société et de participer plus efficacement au développement économique, social, culturel et politique de celle-ci » (UNESCO, 2006). Ainsi, en fonction du type d'éducation dans lequel il s'inscrit (formel ou non formel), il faudra sur une période de 3 à 7 ans faire bénéficier à l'individu au moins de l'éducation de base.

L'Etat ivoirien a fait mettre depuis quelques années, l'entrepreneuriat au programme de l'enseignement primaire. C'est un bon début, car elle peut faire acquérir en sept années les compétences nécessaires à l'insertion socio-professionnelle des élèves. Mais pour y parvenir, il faut bien plus que l'enseignement de quelques notions d'entrepreneuriat. Car ce qui est fait avec les plus grands même est insuffisant. En effet, Bénié et Yéo (2017) soulignent que « l'éducation à l'entrepreneuriat dans les lycées professionnels de la ville d'Abidjan semble ne pas être pertinente pour un nombre important de stagiaires. Ceci peut s'expliquer par le caractère plutôt théorique de cette éducation à l'entrepreneuriat notamment l'absence d'activités pédagogiques telles que les microentreprises ou les pépinières d'entreprise ».

La formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement formel ivoirien n'est donc pas encore opérationnelle. Pour l'effectivité de l'initiation à l'entrepreneuriat à l'école, les établissements secondaires dans les zones de productions de cacao, d'anacarde et de café, et ensuite dans les zones de production de cultures vivrières et de fruits doivent être équipés des technologies les plus avancées de modernisation de l'agriculture et de sa transformation. Alors, commençons à compléter aux

manuels les ordinateurs et logiciels ; et joignons à la théorie la pratique et enseignons dans les écoles le cacao comme travail et argent. Il faudra pour se faire adopter un modèle d'éducation qui commence, comme dans le Projet Ecole Intégré (PEI)²⁰ en vigueur dans quelques localités, dans la langue maternelle et basée sur les TIC. On aura donc globalement une éducation qui fait le lien entre le PEI (au primaire), l'entrepreneuriat (surtout agricole au secondaire) et l'exercice d'une fonction à la fin de chaque cycle de formation.

Le système doit parvenir à renoncer à certains apprentissages et intégrer d'autres plus pertinents. Par exemple, que l'élève apprenne que « le soleil se lève à l'est et se couche à l'ouest »²¹ ou qu'il ne l'apprenne pas le soleil continuera de briller et de favoriser la photosynthèse des plantes. Par contre s'il apprend que le cacao - dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial - sert à fabriquer la barre de chocolat dont raffolent les enfants des patrons des grandes multinationales, on le prépare mieux à un emploi agricole décent. Soit il voudra être un grand exploitant agricole, soit patron d'une industrie chocolatière ou encore l'ingénieur agricole qui tirera de la fève de cacao ou de la cabosse des produits qui n'existent pas encore. De même, plutôt que de voir des forgerons succéder à des forgerons, le système produira pour les remplacer, des sidérurgistes et ainsi de suite avec les professions artisanales de façon générale, la menuiserie, la maçonnerie, la poterie, etc. C'est de cette éducation à être entrepreneur que l'élève ivoirien a besoin plus que toute autre culture de l'esprit. Réussir cela c'est faire une éducation adaptée au contexte ivoirien, qui plutôt que de mobiliser d'importantes ressources pour former une minorité à un esprit bureaucratique, sans garantie de tous les caser, donne le minimum requis pour le développement à chaque enfant.

Du côté des plus de 15 ans, il sera question de travailler à multiplier les offres d'éducation non formelle, en appliquant correctement les principes de l'éducation-formation des adultes, et les rendre systématiques et en faire bénéficier tout adulte analphabète ou illettré. Laquelle éducation « contient un ensemble de processus d'apprentissage, formels ou autres, grâce auxquels les individus considérés comme adultes dans la société à laquelle ils appartiennent, développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances, améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles, et réorientent celles-ci en fonction de leurs propres besoins et de ceux de la société » (Baba-Moussa et al., op.cit., p. 280). Et, des structures tel l'Institut National de la

²⁰ Pour plus de détails sur le PEI, Cf. l'article de Clémentine BROU-DIALLO. *Le projet école intégré (PEI), un embryon de l'enseignement du français langue seconde (FLS) en Côte d'Ivoire*, Publié en (Juin 2011), consultable via le lien : PROJET ECOLE INTEGREE - Ananguie.com.

²¹ Leçon de géographie en classe de CE1.

Jeunesse et des Sports (INJS) et l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) regorgent d'experts aguerris pour la conception de programmes d'alphabétisation fonctionnelle et d'éducation des adultes ; des offres susceptibles d'assurer l'émergence agricole de l'Afrique.

Dans ce sens, les résultats d'une étude réalisée en Ouganda ont montré que « les propriétaires d'entreprises familiales ayant achevé le cycle primaire gagnent 36 % de plus que ceux qui n'ont pas fait d'études, et ceux qui ont achevé le premier cycle du secondaire gagnent 56 % de plus » (UNESCO, 2014). Pour l'alphabétisation, l'on peut-être tenté, à partir de telles données, de soutenir qu'une action d'alphabétisation doit être élaborée autour d'un contenu/programme équivalent aux 6 années de l'enseignement primaire. Et c'est ce qu'on constate d'ailleurs avec la structure nationale de pilotage de l'alphabétisation en Côte d'Ivoire, qui juge de la réussite de la post-alphabétisation à l'admission à l'examen du CEPE. Ce qui est bien loin de traduire que l'adulte qui sort ainsi du processus d'alphabétisation a acquis les compétences nécessaires pour assurer sa capacitation²².

En effet, chez les adultes susmentionnés, les connaissances et compétences acquises à l'école ne sont pas restées fixes. Ces acquis étaient adaptées et suffisantes à leur psychologie d'enfants en apprentissage pour activer ce que Piaget qualifie de « *capacité d'adaptation [qui] s'appuie sur deux processus d'interaction de l'individu avec son milieu de vie : l'assimilation et l'accommodation* » (Barnier, 2016). Une fois ces processus installés, le psychisme les a entretenus et développés. Cela ajouté à l'expérience acquise fait que l'adulte de niveau CM2 n'est pas un adulte avec des compétences ou capacités de CM2, mais bien au-delà.

Ce qu'il faut donc pour cette cible en Côte d'Ivoire, c'est la mise en œuvre urgente et systématique d'un programme national d'alphabétisation pour le développement, dite alphabétisation fonctionnelle pour tous les milieux socioprofessionnels dont le taux d'analphabétisme est supérieur ou égal à 50%. C'est-à-dire un processus d'apprentissage, à travers lequel des adultes qui ne savent pas se servir du mot écrit, acquièrent les mécanismes pour fonctionner aisément dans la société de l'écrit, aussi bien dans la gestion de leurs activités professionnelles que de leurs divers rapports avec la société.

3.2 Schématisation du modèle

Selon l'organisation de la scolarité du système éducatif français, le socle commun de connaissances et de compétences correspond à l'éducation reçue au primaire et au collège. Après cette éducation de base, trois autres années (secondaire second cycle) d'acquisition de

connaissances, c'est long et trop onéreux pour la majorité des apprenants en Afrique subsaharienne, qui pour diverses raisons ne peuvent aller au-delà de la classe de 5^{ème}.

Ce qui nous conduit à cette proposition de système éducatif ivoirien, ci-dessous schématisé.

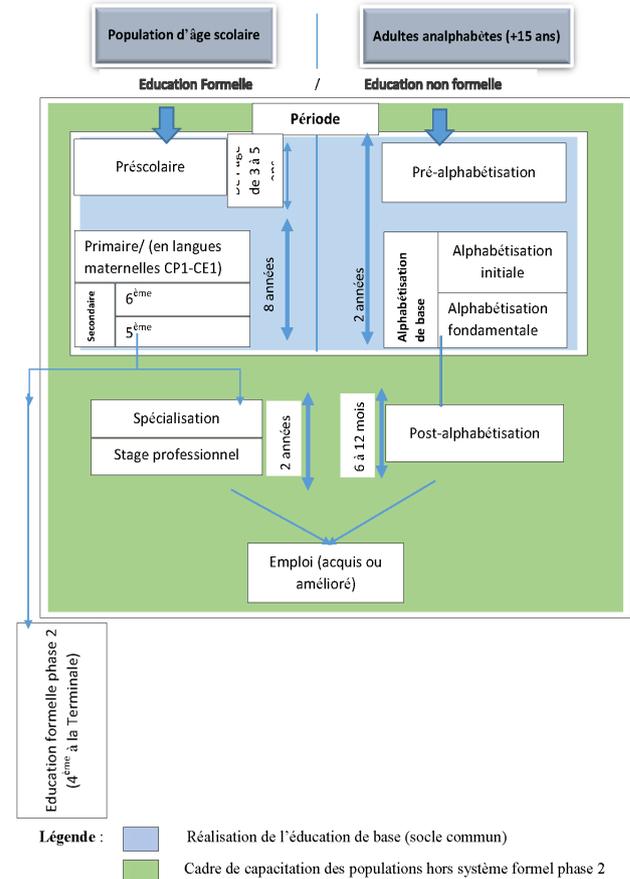


Figure 1
Schéma de réalisation de l'éducation de base pour la concrétisation de l'EPT

CONCLUSION :

L'activité agricole occupe une forte proportion des populations actives africaines. Pourtant avec des conditions climatiques favorables et les énormes besoins alimentaires de la planète, l'agriculture n'arrive pas à impulser le développement de l'Afrique.

Le système éducatif hérité des ex colonisateurs en inadéquation avec les besoins et les réalités africaines en constitue l'une des raisons principales. Il est élitiste et ne garantit pas à ceux qui l'achève un débouché sûr. Aussi la majorité des populations restée analphabète fonctionne en marge de tout ce qui caractérise la modernité dans la conduite de ses activités, particulièrement de l'agriculture.

Il convient dès lors de proposer un modèle d'éducation qui garantisse aux enfants comme aux adultes le minimum requis pour contribuer au développement. En

²² Du point de vue sociologique, la capacitation traduit le fait qu'un individu se prene en charge tout seul d'un point de vue économique, social et professionnel.

considérant ce qui fait la force de chaque type d'éducation (traditionnelle africaine et occidentale), le travail propose une éducation éclectique, aussi bien pour le formel que pour le non formel. De la sorte, l'on peut espérer que l'horizon 2050 constitue l'âge d'or de l'agriculture africaine et que les populations rurales se sortent de l'étreinte de la pauvreté.

REFERENCES

- BABA-MOUSSA, A. R., MOUSSA, L. M., & RAKOTOZAFY, J. (2014). *Fondements et philosophie de l'éducation des adultes en Afrique*. Hambourg: UIL & PUA.
- Banque Mondiale. (1990). *Rapport sur le développement dans le monde 1990 : la pauvreté*. Washington: Groupe de la Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. (2019). *Neuvième rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique en Côte d'Ivoire : « Au pays du cacao : comment transformer la Côte d'Ivoire »*. Washington: Groupe de la Banque Mondiale.
- Benié, H., & Yéo, S. (2017, Octobre). Education à l'entrepreneuriat et propension à entreprendre en contexte de formation professionnelle En Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal Vol.13*, pp. 335-357.
- Carnegie, D. (1979). *Comment se faire des amis*. (Geneix D., Trad.). Paris: Hachette.
- CNRA. (2013). *Le CNRA en 2012*. Abidjan: CNRA.
- De Clerck, M. (1993). *Analphabétismes et alphabétisations (au pluriel)*. Hambourg: IUE.
- Dr Diomande, E. F.-p. (2020, octobre 4). Emission 360° sur la chaîne de télé NCI. (A. Diarassouba, Intervieweur)
- FAO. (2009). *Comment nourrir le monde en 2050*. Rome: FAO.
- FAO. (2012). *Cadre de programmation pays 2012-2015, Côte d'Ivoire*. Abidjan: s.e.
- FIRCA. (2019). *Manuel des filières banane plantain, igname et manioc*. Abidjan.
- FMI. (2009). *Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP), Côte d'Ivoire*. Washington, D.C : FMI, Service des publications.
- Goody, J. (1979). *La raison graphique : la domestication de la pensée sauvage*. (Bazin J. et Bensa A., Trad.). (Œuvre originale publiée en 1977). Paris: Editions de Minuit.
- Hamadache, A. (1993). *Articulation de l'éducation formelle et non formelle : Implications pour la formation des enseignants*. Paris: UNESCO.
- Institut National de Statistique (INS). (2014). *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de Côte d'Ivoire de 2014*. Abidjan : INS.
- INS. (2015). *Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV 2015)*. Abidjan.
- Ministère de l'Éducation Nationale (MEN). (2009). *Rapport d'Etat du Système Éducatif National (RESEN)*. Abidjan: MEN.
- Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique (MENET). (2013). *Stratégie d'appui de l'UNESCO à l'éducation nationale, Côte d'Ivoire*. Abidjan: MENET-UNESCO.
- Oxenham, J. (2010). *Programmes d'alphabétisation efficaces: le choix des décideurs*. Paris: UNESCO: Institut International de Planification de l'Éducation.
- Özden, M. (2006, Février 5). Le droit au développement : Etat des débats tenus à l'ONU sur la « mise en œuvre » de la Déclaration historique adoptée à ce propos par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 4 décembre 1986. CETIM.
- REDD+ Côte d'Ivoire. (2018). *Production durable de cacao en Côte d'Ivoire : besoins et solutions de financement pour les petits producteurs*. Abidjan.
- Task-force. (2017). *Plan sectoriel éducation/formation 2016-2025 de la Côte d'Ivoire*. Abidjan: Task force.
- UNESCO. (2006). *Guide de formation des facilitateurs en alphabétisation et en éducation non formelle en Afrique*. Paris: DNUA-LIFE.
- UNESCO. (2014). *Le développement durable commence par l'éducation*. Paris: UNESCO.
- Zadi, K. M. (2013). *YVEO : village école ouverte*. Abidjan: Fratmat Editions.

Webographie

- Agence de Presse Africaine, (. n. (2018, novembre 3). *Côte d'Ivoire: du charbon bio produit à partir de résidus de cabosse de cacao*. Récupéré sur <https://news.abidjan.net/h/647348.html>: <https://news.abidjan.net>
- Barnier, G. (2016, Février 15). *Théories de l'apprentissage et pratiques d'enseignement*. Récupéré sur ac-nice: <http://www.ac-nice.fr>
- Blanquer, J.-M. (2018). *Baccalauréat 2021*. Consulté le Mars 12, 2021, sur Site web Ministère de l'Éducation Nationale : <https://www.education.gouv.fr>
- Conférence Mondiale sur l'éducation pour tous, C. (1996). *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux*. Paris: UNESCO. Consulté le Avril 17, 2021, sur <https://haiticonsciencecitoyenne.files.wordpress.com>
- Diallo, F. (2020, Janvier 29). *Formation au Maroc : pourquoi le royaume abandonne le système LMD au profit du bachelors à l'université ?* Récupéré sur site web jeuneafrique: <http://www.jeuneafrique.com>
- Histoire de la Silicon Valley*. (s.d.). Consulté le Mars 17, 2021, sur <https://www.doc-etudiant.fr>: <https://www.doc-etudiant.fr/Histoire-geographie/Histoire/Expose-Histoire-de-la-silicon-valley-107308.html>
- IVOIREAGRO. (2018, Mai 18). *Les trois pays africains qui exportent 70% du cacao mondial bénéficient seulement de 3% des revenus*. Consulté le Février 20, 2021, sur Site web Ivoireagro: <http://www.ivoireagro.com/>
- Marchand, M. (2019, Mars 28). *Le cacaoyer : une plante qui a changé le monde, un monde qui devra changer pour elle ?* Récupéré sur <https://www.tela-botanica.org/2019/03/le-cacaoyer-une-plante-qui-a-change-le-monde-un-monde-qui-devra-changer-pour-elle/>: <https://www.tela-botanica.org/>

- Ministère de l'économie, des finances et du développement. (s.d.). *Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020*. Consulté le Mars 15, 2021, sur Site web Ministère de l'économie, des finances et du développement du Burkina Faso: <http://www.pndes2020.com/pdf/pndes.pdf>
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). (2019, Juillet 19). *Ouverture des JAAD 2019 : Evalué à 12 000 milliards Fcfa, le PNIA 2 vise une agriculture plus compétitive et créatrice de revenus (Bilan)*. Consulté le Mars 12, 2021, sur Site web MINADER: <http://www.agriculture.gouv.ci>
- Ooreka. (s.d.). *LMD : Licence, Master, Doctorat*. Consulté le Avril 12, 2021, sur Site web Ooreka: <https://www.etudes-superieures.ooreka.fr/astuce/voir/751265>
- SUY, K. J. (2019, juillet 18). *Côte d'Ivoire : les cabosses de cacao transformées en biocharbon*. Consulté le Février 19, 2021, sur Site web bbc: <https://www.bbc.com/afrique/region-49015922> : <https://www.bbc.com>
- Syndicat du Chocolat. (s.d.). *Chiffres clés 2019 du secteur*. Consulté le Mars 17, 2021, sur Site web Syndicat du Chocolat: www.syndicatduchocolat.fr/les-chiffres-cles-du-secteur/
- UNESCO. (sd). *Diriger l'ODD 4 - Education 2030*. Consulté le Mars 17, 2021, sur Site web UNESCO: <https://fr.unesco.org/themes/education-2030-odd4>: <https://fr.unesco.org>